



## Assemblée générale

Distr. générale  
20 décembre 2006  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante et unième session

Point 27 de l'ordre du jour

### **Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM et leurs incidences sur la paix, la sécurité et le développement**

#### **Lettre datée du 18 décembre 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Moldova auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration qu'a faite M. Andrei Stratan, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne de Moldova, à la quatorzième réunion du Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), tenue à Bruxelles les 4 et 5 décembre 2006 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 27 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Alexei **Tulbure**



**Annexe à la lettre datée du 18 décembre 2006, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de Moldova auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration faite par M. Andrei Stratan, Vice-Premier Ministre  
et Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne  
de Moldova, à la quatorzième réunion du Conseil ministériel  
de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe  
(OSCE), tenue à Bruxelles les 4 et 5 décembre 2006**

Je voudrais pour commencer remercier les autorités belges des efforts qu'elles ont déployées à la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2006. En favorisant la sécurité et la coopération régionales, l'OSCE a continué d'être un facteur de stabilisation dans son domaine de responsabilité. À l'égard de Moldova, elle a poursuivi ses précieux efforts de coopération dans divers domaines, allant de la médiation dans le processus de règlement intéressant la Transnistrie à l'exécution d'un certain nombre de projets d'assistance. Bien que nous nous soyons associés à la déclaration faite par mon distingué collègue finlandais au nom de l'Union européenne (UE), je souhaiterais ajouter quelques mots au nom de Moldova.

Tout d'abord, la République de Moldova reste d'avis que la Fédération de Russie doit honorer sans délai les engagements qu'elle a pris au Sommet de l'OSCE à Istanbul. En tant qu'État interdisant la présence d'installations et de bases militaires étrangères sur son territoire, elle escompte que les autorités russes feront montre de respect pour le choix constitutionnel du peuple moldove, à savoir la neutralité du pays. Nous déplorons profondément le fait que, depuis ces derniers mois, l'administration de Tiraspol s'efforce de torpiller complètement le processus de négociation à « 5+2 » et s'est lancée dans l'organisation de ce qu'elle appelle des « référendums », qui abusent, en premier lieu, la population de la région.

Nous sommes reconnaissants à la communauté internationale pour son évaluation sans équivoque de la situation. De même, nous saluons la position commune adoptée par les médiateurs et les observateurs du processus de négociation – l'OSCE, la Fédération de Russie, l'Ukraine, l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique – selon laquelle il faut, pour régler la question transnistrienne, définir le statut de la région de la Transnistrie dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Moldova. C'est sur ce postulat que peut et doit reposer la poursuite des négociations. Nous constatons avec satisfaction la reprise d'un dialogue sincère avec la Fédération de Russie sur la question, tant au niveau des chefs d'État qu'à celui des experts. Nous considérons que ce dialogue ouvert devrait permettre de faire en sorte que le processus de règlement se déroule dans un climat nouveau et constructif. Nous pourrions ainsi mettre en œuvre les propositions, idées et ambitions présentées par le Président ukrainien, l'OSCE, l'UE et les États-Unis, ainsi que les documents adoptés par la République de Moldova au cours de l'été 2005.

La République de Moldova préconise l'élaboration active de mesures de confiance entre les deux rives du Nistru. Cette question est d'actualité puisque la majorité absolue des habitants (près d'un demi-million) de la Transnistrie ont officiellement confirmé leur nationalité moldove, plus de 7 000 étudiants de la

région étudient à Chisinau et plus de 20 000 résidents de la région viennent librement travailler dans la capitale tous les jours. L'absence de différends à caractère religieux ou national, notamment, et celle de phobies réciproques offrent d'excellentes possibilités que la région de la Transnistrie s'ouvre enfin. Nous appelons les autorités de Tiraspol à lever tous les obstacles à la liberté de mouvement des personnes et des biens dans les meilleurs délais.

Je ne peux que regretter que des pays aussi respectables et des peuples aussi honorables et dignes de confiance aient à s'occuper d'un conflit qui tient exclusivement au système autoritaire de gouvernance de la Transnistrie, à l'autarcie de la région, et à une haine retentissante de ces droits de l'homme et libertés fondamentales que nous avons pourtant en partage. Nous sommes solidaires des résidents de la Transnistrie, si fréquemment désinformés par la propagande séparatiste, effrayés par les services de sécurité séparatistes et privés d'accès à d'autres sources d'information sur la situation réelle. Ils survivent depuis 15 ans dans le désespoir, sans possibilité de se tourner vers une juridiction reconnue, de se débarrasser des menées bellicistes incessantes du régime ou d'entrer de plein pied dans le XXI<sup>e</sup> siècle. L'adhésion de la République de Moldova aux valeurs et aux normes européennes et sa coopération étroite avec l'Union européenne dans l'application du plan d'action Moldova-UE constituent une excellente base pour résoudre le conflit à l'intérieur de ce cadre démocratique universellement reconnu. Par ailleurs, il importe que les autorités de Tiraspol adhèrent à la politique de démilitarisation unilatérale choisie par la République de Moldova. Je rappellerai que les forces militaires de Transnistrie sont bien plus nombreuses que celles de l'armée moldave, alors que la population de la région est sept fois moins nombreuse que celle du reste du pays.

La République de Moldova est disposée à désarmer également une partie considérable de ses carabiniers et gardes frontière. Elle continue à prôner un règlement pacifique du conflit et sa démilitarisation unilatérale ne peut que renforcer l'assurance des médiateurs et observateurs qu'aucune autre voie n'est possible. À notre sens, les possibilités d'un règlement pacifique du conflit transnistrien sont aujourd'hui politiquement et moralement supérieures à celles de toutes solutions militaires.

La position de principe de la République de Moldova consiste à réduire au maximum l'élément militaire du dispositif de sécurité dans la zone du conflit. Le moment nous paraît tout indiqué pour passer de cet anachronisme à une mission d'observateurs militaires ou civils, agissant en vertu d'un mandat international, qui serait de préférence celui de l'OSCE. Nous sommes disposés à négocier l'application concrète d'un tel mandat avec tous les États intéressés. En tant qu'État neutre, nous sommes extrêmement sensibles à ces questions et voudrions voir notre pays libéré au plus tôt de toute forme de présence militaire ou quasi militaire. La République de Moldova ne pourra ratifier l'Accord d'adaptation du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe que moyennant cette évolution.

Nous insistons, en nous en félicitant, sur le nouveau climat qui règne actuellement sur le développement économique de la Transnistrie. Les efforts communs de la République de Moldova, de l'Ukraine et de l'UE concernant la zone transnistrienne de la frontière entre notre pays et l'Ukraine se révèlent extrêmement efficaces. Ils ont incontestablement contribué à accroître la sécurité économique de nos pays et la responsabilité des entreprises de Transnistrie. Le fait que

pratiquement toutes ces dernières se sont enregistrées à Chisinau et mènent de façon ininterrompue leurs activités de commerce extérieur fait ressortir encore une fois le bien-fondé de la démarche retenue. Ces entités ont parcouru le chemin qui sépare les entreprises illégales de celles qui jouissent d'une possibilité réelle d'exercer leurs activités à l'intérieur du cadre juridique de la République de Moldova. À ce propos, je demande la poursuite de la mission d'assistance de l'Union européenne à la frontière moldovo-ukrainienne, qui est pour nous une garantie de la sécurité et de la transparence dans cette zone.

La République de Moldova demande une nouvelle fois à tous les États participant à l'OSCE, aux médiateurs – l'OSCE, la Fédération de Russie et l'Ukraine – et aux observateurs – l'UE et les États-Unis – de lui apporter l'assistance dont elle a besoin pour faire face à tous ces aspects du règlement du conflit. Elle est favorable à la reprise dans les meilleurs délais des négociations à « 5+2 ». Le conflit transnistrien demeure de fait l'un des problèmes les moins épineux de la liste des différends d'ordre politique et territorial en cours. La bonne volonté, l'esprit d'ouverture et la démarche constructive qui sont les nôtres rendent cette tâche beaucoup plus aisée pour ceux qui souhaitent honnêtement nous aider.

Pour conclure, je voudrais assurer nos partenaires que la République de Moldova continuera à n'épargner aucun effort pour s'affirmer en tant que membre de la communauté des États démocratiques et partenaire fiable au sein de l'OSCE. Nous nous félicitons de l'action menée par la Mission de l'OSCE en Moldova et maintiendrons le rythme intense de notre coopération avec l'équipe dirigée par l'Ambassadeur Louis O'Neill.

Nous remercions la présidence belge de l'Organisation pour la grande attention qu'elle a portée aux problèmes de la République de Moldova, ainsi que pour ses efforts visant à informer les membres de l'OSCE de la situation dans notre pays, y compris la visite récemment effectuée par les ambassadeurs. Je souhaite beaucoup de succès dans ses entreprises à mon collègue Miguel Ángel Moratinos, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne, qui assurera la présidence de l'OSCE en 2007.

---